

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 30 novembre 2022**  
(Convocation du 24 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	3
• Voix	3
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	3
• Voix	3
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



**OBJET : Foncier - Risques fluviaux - Convention d'autorisation de passage au profit de Madame Christine Dartiguelongue sur des propriétés de l'Institution Adour en rive droite de l'Adour à Pontonx-sur-l'Adour**

**Exposé des motifs :**

L'Institution Adour s'est rendue propriétaire de parcelles sur la commune de Pontonx-sur-l'Adour en vue d'y construire un ouvrage de protection contre les inondations : la digue de Gurgues - Bois d'Ossens.

Suite à la mise en œuvre de la GEMAPI par la communauté de communes du Pays Tarusate, celle-ci a choisi d'exclure cet ouvrage de son champ de compétence.

Une convention a alors été élaborée entre l'Institution Adour et l'ASA des Grandes prairies de Téthieu qui souhaite requalifier cet aménagement en remblai en lit majeur afin d'en assurer la gestion. Toutefois, cette convention n'a pas encore été signée dans la mesure où l'extension nécessaire du périmètre de l'ASA n'est pas encore effective.

Madame Christine Dartiguelongue sollicite aujourd'hui une autorisation de passage et d'utilisation de la parcelle BR 122 sur la commune de Pontonx-sur l'Adour à des fins d'irrigation (installation et dépose de canalisations).

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2125-1 et L. 2221-1,

Vu le code civil et notamment ses articles 537 et 555,

Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour tels que validés par arrêté inter préfectoral en date du 21 septembre 2022,

Considérant la demande émanant du bénéficiaire sollicitant l'autorisation d'accès et d'utilisation de la parcelle section BR numéro 122 sur la commune de Pontonx-sur-l'Adour,

Considérant que la demande formulée par le bénéficiaire est compatible avec l'usage par le propriétaire de la parcelle précitée qui a prévalu à son acquisition,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'autoriser Madame Christine Dartiguelongue à utiliser la parcelle référencée section BR numéro 122 sise sur la commune de Pontonx-sur-l'Adour et propriété de l'Institution Adour,
- d'approuver les termes de la convention de passage et d'utilisation ci-annexée et d'autoriser le président à la signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Envoyé en préfecture le 06/12/2022

Reçu en préfecture le 06/12/2022

Affiché/Publié le 07/12/2022

ID : 040-254002264-20221130-221130H1737H1-DE



Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

## CONVENTION

**Autorisation de passage sur le domaine privé de l'Institution Adour à  
Pontonx-sur-l'Adour**

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°2022\_B\_64 en date du 30 novembre 2022,  
ci-après dénommée : **l'EPTB ou le propriétaire**

**Et :**

Madame Christine Dartiguelongue, domiciliée au 661 chemin d'Ossens - 40465 Pontonx-sur-l'Adour,  
ci-après dénommée : **le bénéficiaire**

\*\*\*

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2125-1 et L.2221-1,  
Vu le code civil et notamment ses articles 537 et 555,  
Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour tels que validés par arrêté interpréfectoral en date du 21 septembre 2022,  
Vu la décision n°2022\_B\_64 de l'Institution Adour en date du 30 novembre 2022  
Considérant la demande émanant du bénéficiaire sollicitant l'autorisation d'accès et d'utilisation de la parcelle section BR numéro 122 sur la commune de Pontonx-sur-l'Adour,  
Considérant que la demande formulée par le bénéficiaire est compatible avec l'usage par le propriétaire de la parcelle précitées qui a prévalu à leur acquisition,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI****Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de passage et d'utilisation de la parcelle propriété de l'Institution Adour, en vue de permettre l'irrigation agricole des biens du bénéficiaire. En effet, le bénéficiaire, qui dispose d'une autorisation de prélèvement dans l'Adour souhaite pouvoir déposer les tuyaux d'irrigation sur la parcelle concernée par la présente convention. En outre, pour ce faire, l'accès à la parcelle est rendu nécessaire.

**Article 2. Identification de parcelle concernée**

La parcelle propriété de l'Institution Adour concernée par la présente convention est la suivante :

Commune	Section	Numéro	Contenance (m <sup>2</sup> )
Pontonx-sur-l'Adour	BR	122	3 449

**Article 3. Durée de la convention**

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et pour une durée de 10 années.  
Elle sera reconductible par reconduction expresse après sollicitation écrite du propriétaire.



## Article 4. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Le propriétaire autorise le passage à pied et en voiture sur le chemin situé sur la propriété objet de la convention ainsi que la dépose d'une canalisation à fin d'irrigation.

Cette autorisation est consentie uniquement aux représentants du bénéficiaire et des entreprises qui travaillent pour ledit bénéficiaire ; celui-ci s'engage par ailleurs à ne laisser stationner aucun véhicule ou obstacle quelconque qui puisse gêner ou entraver la circulation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter la propriété et prendra toutes précautions nécessaires pour ne pas endommager le terrain. En cas de dégradation, tous les frais d'entretien imputables aux actions du bénéficiaire seront à la charge de ce dernier après établissement d'un état contradictoire en présence d'un représentant du propriétaire.

Le bénéficiaire s'engage en outre à retirer le matériel déposé en dehors des périodes d'irrigation ou sur demande ponctuelle et justifiée du bailleur, de l'ASA des grandes prairies de Téthieu ou de tout autre demandeur.

## Article 5. Assurances

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur qu'il est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches liées à l'exécution de la présente convention.

Le propriétaire ne peut être tenu responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions faisant l'objet de la convention.

Le bénéficiaire ne pourra être tenu responsable en cas d'accident qui surviendrait sur les lieux de ses interventions à des personnes extérieures à ses services.

La responsabilité du propriétaire ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

## Article 6. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties.

## Article 7. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

## Article 8. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

## Article 9. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.



Fait en 2 exemplaires originaux.

À Mont-de-Marsan, le .....

Pour l'Institution Adour  
le Président,

Paul CARRÈRE

Christine DARTIGUELONGUE

projet

